



2018

Centre d'Education Populaire André Genot

Éditrice responsable : Anne-Marie Andrusyszyn - rue de Namur 47, 5000 Beez © 2020

Avec le soutien de :



# LES ANALYSES DU CEPAG

Les analyses, ainsi que les études, produites par le CEPAG en 2017 sont résumées dans ce recueil. Elles sont disponibles, dans leur intégralité sur [cepag.be/productions](http://cepag.be/productions) ou sur demande : [cepag@cepag.be](mailto:cepag@cepag.be) 081/26 51 56

janvier 2018 // Gianni Infanti

## QUELLES CLÉS POUR STIMULER LA CROISSANCE DES « PÉPITES » WALLONNES ?

L'Union wallonne des entreprises (UWE) a commandité au cabinet de consultante EY une étude, parue en janvier 2018, dont l'objet consiste à déterminer les facteurs à privilégier afin de créer un environnement favorable à la croissance des entreprises wallonnes.

L'étude pose, dès le départ, le postulat suivant : dans un contexte de vieillissement de la population, de finances publiques fragiles et de concurrence internationale accrue, « la croissance de l'économie est le plus grand enjeu de notre société ». Il convient de signaler que les auteurs justifient ce postulat, notamment, afin que les Régions puissent « préserver leur modèle social ».

janvier 2018 // Gianni Infanti

## LE PLAN WALLON D'INVESTISSEMENTS (PWI) : ANALYSE

Le gouvernement wallon a adopté un plan d'investissements de 5,03 milliards d'euros, répartis sur 31 projets et s'étalant sur la période 2019-2024.

Dans la philosophie, il s'agit d'une transposition régionale du Pacte national pour les Investissements stratégiques (PNIS) décidé par le gouvernement fédéral en mars 2017.

Cette analyse se propose de détailler ce plan et, sur base des premiers éléments dont nous disposons, d'en faire la critique.

février 2018 // Laurent D'Altoe

## LA TACTIQUE DÉVASTATRICE DU « NOUS » CONTRE « EUX »

La récente sortie du président de la NV-A, Bart de Wever, dans le « Morgen » à propos du soi-disant danger de l'immigration pour notre sécurité sociale, remet en lumière une stratégie politique qui consiste à dresser des murs idéologiques entre des groupes d'humains et ce, afin de légitimer les exclusions et les mises à l'écart. Un processus qui, malheureusement, se développe partout dans le monde et plus particulièrement au sein de l'Union européenne.

mars 2018 // Olivier Starquit

## PEUPLE, SALE MOT !

Peuple, sale mot ! À croire ceux qui décident pour nous et ceux qui nous informent, le peuple, terme galvaudé, serait la dernière chose dont on aurait besoin. Sus au peuple, à la horde ignorante, à la foule irresponsable ! En ces temps de gouvernance austéritaire, il faut à tout prix éviter que les citoyens se mêlent de ce qui les regarde et tous les stratagèmes permettant de discréditer la cause du peuple sont bons à prendre.

avril 2018 // Olivier Starquit

## GOUVERNANCE, CONSENSUS ET SOCIÉTÉ CIVILE : DE LA RÉVOLUTION ANESTHÉSIANTE

Trois mots, trois concepts que l'on entend, que l'on lit et que l'on utilise à toutes les sauces...

Et si leur utilisation à outrance était une manière d'anesthésier la contestation ?

avril 2018 // Laurent D'Altoe

## ZALANDO ET LE « BASHING » SYNDICAL : LES DEUX FONT LA PAIRE !

---

On a tout entendu ces derniers temps sur les raisons qui auraient poussé le groupe allemand Zalando, spécialisé dans la vente des chaussures et des vêtements en ligne, à vouloir s'installer aux Pays-Bas plutôt qu'en Wallonie. Mais si les causes réelles de ce revirement restent obscures, certains hommes politiques en ont profité pour médire de manière gratuite sur les syndicats en général, et la FGTB en particulier. Retour sur une pantalonnade en forme de mauvaise foi.

avril 2018 // Bruno Poncelet

## ON FAIT LE POINT SUR... LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

---

Depuis la ratification du CETA par le Conseil européen (octobre 2016) et le parlement européen (février 2017), les mobilisations contre les traités de libre-échange ont marqué le pas. Est-ce à dire que nous avons été entendus et que les problèmes relatifs aux traités de libre-échange sont aujourd'hui résolus ? Loin s'en faut. En érigeant un arsenal juridique extrêmement favorable aux firmes privées transnationales, le libre-échange reste un enjeu fondamental pour le monde du travail et la société civile. Raison pour laquelle nous allons revenir sur quelques éléments d'actualité, en commençant par les nouvelles en provenance de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE).

juin 2018 // Olivier Bonfond

## LE COURAGE POLITIQUE EXISTE, MAIS IL NE TOMBE PAS DU CIEL

---

Des inégalités toujours plus scandaleuses, des conflits sanglants qui perdurent, des catastrophes naturelles qui se multiplient, des multinationales qui violent les droits humains, des politiques antisociales qui se propagent un peu partout, des centaines de millions de personnes qui meurent de faim alors qu'il est possible de nourrir correctement 12 milliards d'individus... Ne nous voilons pas la face : l'orientation générale de notre monde est noire, déprimante, révoltante. Indigne de notre humanité.

juin 2018 // Lydie Gaudier

## LA TRANSITION JUSTE OU « NO JOBS ON A DEAD PLANET »

---

Cette analyse revient sur la « transition juste ». Un concept devenu (parfois trop) officiel et consensuel... Mais aussi une force de proposition associative, syndicale et parfois politique.

mai 2018 // Laurent D'Altoe

## LES MATÉRIAUX DE LA RÉSISTANCE

---

« Ne pas se laisser faire » ; « agir » ; « lutter »... Autant de termes qui appellent à l'action face aux oppressions aussi diverses que nombreuses.

juin 2018 // Laurent D'Altoe

## LA DÉMOCRATIE BELGE À LA DÉRIVE

---

Le secrétaire d'État N-VA à l'Asile et la Migration n'en finit pas de passer la ligne rouge en matière d'immigration. À tel point que ses dernières déclarations finissent par mettre à mal un gouvernement Michel 1<sup>er</sup> prêt, à l'image de son Premier ministre, à avaler toutes les couleuvres nationalistes que lui présente le parti de Bart De Wever.

juin 2018 // Commission des Pensionnés et  
Prépensionnés du CEPAG

## LA LIAISON À L'ÉVOLUTION DES SALAIRES

---

Ou « comment lier l'évolution des salaires aux pensions, à l'ensemble des allocations sociales et aux aides financières octroyées par l'aide sociale (RIS et GRAPA) ? »

Une analyse rédigée par la Commission des Pensionné-e-s et Prépensionné-e-s du CEPAG, sous la coordination de son président Luc Jansen.

Avec le soutien du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, du réseau Solidaris, de Présence et Actions culturelles (PAC), des Acteurs des Temps Présents et du « Gang des Retraités en Colère ».

## L'AGRÈMENT « MAISONS PIRATES » : LA MISE SOUS TENSION DE TOUT LE SECTEUR « RÉSIDENTIEL » ?

---

Le 28 mars dernier, le parlement wallon a adopté la proposition de Décret insérant dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé des dispositions relatives à l'hébergement collectif de personnes en difficulté prolongée.

Les hébergements collectifs pour personnes en difficulté prolongée, plus communément appelés « maisons pirates », bien qu'elles ne soient pas illégales, fonctionnent sans cadre juridique. Ces structures ne sont pas agréées par les autorités, ne sont pas répertoriées (et encore moins contrôlées) par l'AViQ — Agence pour une Vie de Qualité, organisme d'intérêt public autonome gérant les compétences de la santé, du bien-être, de l'accompagnement des personnes âgées, du handicap et des allocations familiales — et fonctionnent sans subsides.

En Wallonie, il y aurait une cinquantaine de ces « maisons pirates » en activité qui accueilleraient à peu près 3.000 résidents. Selon la Ministre Greoli, cette proposition de Décret, émanant de parlementaires cdH et MR, permet de répondre « à un vrai manque dans le CWASS parce que sur le terrain, ces institutions existent et répondent à un besoin ».

En effet, partant du constat que ces milliers de personnes « n'ont d'autre choix que la rue ou des lieux qui ne sont pas agréés », les initiateurs du projet de Décret se félicitent de l'institutionnalisation de « ce futur secteur en devenir ».

Ceci dit, est-ce bien là la solution ? Pourquoi manque-t-il des places d'hébergement ? Ne faut-il pas chercher la cause de ce besoin plus en amont ?

août 2018 // Lydie Gaudier

## LE SECTEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN WALLONIE

---

Cette analyse donne un premier aperçu des grandes tendances du secteur des énergies renouvelables en Wallonie en fonction des principales ressources : éolien, photovoltaïque, biomasse, hydroélectrique et de la géothermie.

Elle aborde la production, la consommation, l'évolution du marché, le nombre d'emploi du secteur et esquisse une comparaison avec le secteur nucléaire.

août 2018 // David Lannoy

## SERVICE COMMUNAUTAIRE : « BON SENS » OU VRAI DANGER ?

---

Donner un peu son temps dans une association, un club sportif ou une école de devoirs, passer quelques heures auprès des pensionnaires d'une maison de repos, dans un hôpital ou au parc Maximilien... Plus d'un million huit cents mille citoyennes et citoyens exercent actuellement une activité bénévole en Belgique.

Ce volontariat n'est pas seulement positif pour ceux qui en bénéficient, le milieu associatif et la collectivité. Il apporte également beaucoup aux bénévoles : rencontres, échanges, valorisation de soi et confiance, expérience... Bref, tout le monde s'accorde sur les mérites de ces activités volontaires non rémunérées.

Si les activités exercées par les bénévoles comportent de nombreux aspects positifs et ont de multiples retombées sur la société, la législation les encadre cependant fortement tant au niveau du cadre dans lequel elles se déroulent que d'aspects concrets : horaires, déplacements, assurances, indemnités éventuellement versées... Il s'agit évidemment d'éviter les excès et dérives : abus du bénévolat au détriment du salariat, travail forcé ou non déclaré...

Depuis 2016, ce concept de bénévolat a connu une véritable révolution en Belgique. C'est en effet cette année-là que le gouvernement fédéral a instauré un « service communautaire » destiné aux bénéficiaires du Revenu d'intégration sociale (RIS) du CPAS. Il « consiste à exercer des activités, sur base volontaire, qui constituent une contribution positive tant pour le parcours personnel de l'intéressé que pour la société »... En résumé, il s'agit donc de prêter des heures de travail bénévolement en contrepartie de l'aide sociale que l'on perçoit. Le 2 mai 2018, une

nouvelle proposition de loi a été déposée et débattue au parlement : elle prévoit de « proposer » également un tel service aux chômeurs de longue durée.

Le 5 juillet 2018 dernier, la Cour constitutionnelle a cependant invalidé le service communautaire à destination des bénéficiaires du Revenu d'intégration sociale au prétexte que l'État fédéral a outrepassé ses compétences. Ce sont en effet les Régions qui sont compétentes en matière de mise au travail des personnes bénéficiant du droit à l'intégration sociale et en matière d'emploi. Mais, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, cet arrêt n'a nullement stoppé les velléités de la droite en la matière... Le travail contraint et non rémunéré des sans emploi reste donc encore et toujours d'actualité !

Malgré les nombreux avertissements du monde associatif, de certains partis politiques, d'ONG et de syndicats, ces mesures n'ont pas suscité les débats politiques, sociaux et, plus largement, sociétaux qu'elles méritaient. Pourtant, au-delà des conséquences concrètes et directes pour les personnes concernées (chômeurs et usagers du CPAS), le « service communautaire », et plus largement, la logique politique qui le motive, risquent d'avoir des répercussions directes et indirectes à de nombreux niveaux. Quelles seront ses conséquences sur les services publics, l'emploi, les conditions de travail, la qualité des prestations à la population... Telles sont les questions que nous mettrons en perspective et auxquelles nous essayerons d'apporter des éléments de réponse et de réflexion.

septembre 2018 // Lydie Gaudier

## LA (RE)MUNICIPALISATION DES SERVICES PUBLICS A LE VENT EN POUPE...

---

Si la tendance générale reste à la privatisation des services publics, un courant inverse se développe depuis les années 2000.

Il ne s'agit cependant pas d'un retour à la situation antérieure. Ces nouveaux services sont assurés sur base d'une gestion publique décentralisée et, souvent en lien avec les citoyens, par opposition à la gestion publique et privée centralisée classique, et induisent une relocalisation de l'économie.

Une étude coordonnée par l'Observatoire des multinationales et le Transnational Institute analyse ainsi 835 cas de (re)municipalisation à travers le monde.

En contradiction avec les discours dominants selon lesquels les services publics seraient trop coûteux, de nombreux cas démontrent que la remunicipalisation de services ou la création de nouveaux services publics locaux permet d'assurer la qualité et l'universalité du service aux citoyens tout en répondant aux défis environnementaux et climatiques.

L'énergie et l'eau sont les secteurs qui font l'objet du plus grand nombre de cas, essentiellement en Allemagne en ce qui concerne l'énergie et en France pour ce qui concerne l'eau, alors que la France abrite pourtant les deux multinationales les plus puissantes dans le secteur de l'eau, à savoir Véolia et Suez. Les transports, la gestion des déchets, les cantines scolaires, l'enseignement et les services sociaux et la santé sont également concernés.

septembre 2018 // Laurent D'Altoe

## LE FOOT ET NOUS

---

À l'heure où la Coupe du Monde de football est, déjà, un souvenir inoubliable pour certains, à — très vite — oublier pour d'autres. À l'heure où les derniers écrans géants et déguisements du « parfait supporter » sont rangés pour 4 ans, on peut légitimement se poser une question moins « intellectuelle » qu'elle n'y paraît : quels sont les fondements d'une telle ferveur populaire ?

octobre 2018 // Orville Pletschette

## D'UNE TRADITION FONDATRICE DES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION AU FLEURON ÉCONOMIQUE INTERSECTORIEL D'AUJOURD'HUI. L'HISTOIRE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF EN FRANCE

---

On constate de nos jours un certain regain d'intérêt à propos des coopératives, qui s'inscrivent dans des formes alternatives du développement économique, à travers ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie sociale et solidaire. Pourtant, en Belgique, alors qu'on continue à se poser souvent des questions sur la disparition des coopératives par le passé et ceci, malgré leur renouveau et qu'il y ait toujours plus de sociétés commerciales qui se constituent en coopératives, leur histoire est méconnue. Heureusement, les recherches sur le mouvement coopératif reprennent de la vigueur, et le CEPAG cherche à pouvoir également y contribuer.

Dans le cadre des actions visant à mieux faire connaître le mouvement coopératif et singulièrement les coopératives de travailleurs au sein de l'organisation syndicale, le CEPAG et Propage-s (agence-conseil en économie sociale) ont organisé, au cours de l'année 2018, deux voyages d'études dans des pays où ces formes d'entreprises restent significativement développées : l'Italie et la France. Les observations et les rencontres que nous y avons faites ont été très enrichissantes, et plusieurs réflexions nous sont revenues sur l'histoire propre des mouvements coopératifs de ces modèles étrangers. Pourquoi les coopératives n'ont-elles pas disparu dans ces pays ? Pour le savoir, rien de mieux que d'examiner leur histoire en commençant par celle du mouvement coopératif en France.

octobre 2018 // Lydie Gaudier

## LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE EST-ELLE SYNONYME D'UNE RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE

---

L'économie numérique apparaît comme la réponse à tous les problèmes, crée des emplois nouveaux, réduit les besoins de déplacement, améliore la compétitivité, répond aux besoins de services modernes, tout cela en contribuant aux objectifs climatiques.

Mais en quoi la croissance du télétravail en lien avec le déploiement des NTICS (les techniques utilisées dans le traitement et la transmission des informations, principalement de l'informatique, de l'Internet et des télécommunications) peut-elle réellement influencer ou pas les émissions de gaz à effet de serre et améliorer l'organisation du travail ?

Voici quelques éléments de débat permettant de démêler les « pouvoirs » attribués aux technologies de l'information en matière d'organisation du travail et de transition bas carbone.

octobre 2018 // Nicolas Latteur

## VOUS AVEZ DIT GOUVERNANCE ?

---

La gouvernance est devenue un concept à la mode. Qu'elle soit réservée à l'entreprise ou qu'elle se réfère à un pays, le terme est devenu une référence. Mais de quoi la gouvernance est-elle plus particulièrement le nom ? À quels projets politiques sont liés des pratiques et des théories qui s'en réclament ? Comment comprendre qu'aujourd'hui le terme gagne une crédibilité croissante dans l'univers des institutions dites « non-marchandes » ?

octobre 2018 // Orville Pletschette

## UNE CULTURE ÉCONOMIQUE PROPRE PROFONDÉMENT ANCRÉE DANS L'HISTOIRE DU PAYS. FOCUS SUR L'ÉMILIE-ROMAGNE ET LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. HISTOIRE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF EN ITALIE

---

On constate de nos jours un certain regain d'intérêt à propos des coopératives, qui s'inscrivent dans des formes alternatives du développement économique, à travers ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie sociale et solidaire. Pourtant, en Belgique, alors qu'on continue à se poser souvent des questions sur la disparition des coopératives par le passé et ceci, malgré leur renouveau et qu'il y ait toujours plus de sociétés commerciales qui se constituent en coopératives, leur histoire est méconnue. Heureusement, les recherches sur le mouvement coopératif reprennent de la vigueur, et le CEPAG cherche à pouvoir également y contribuer.

Dans le cadre des actions visant à mieux faire connaître le mouvement coopératif et singulièrement les coopératives de travailleurs au sein de l'organisation syndicale, le CEPAG et Propage-s (agence-conseil en économie sociale) ont organisé, au cours de l'année 2018, deux voyages d'études dans des pays où ces formes d'entreprises restent significativement développées : l'Italie et la France. Les observations et les rencontres que nous y avons faites ont été très enrichissantes, et plusieurs réflexions nous sont revenues sur l'histoire propre des mouvements coopératifs de ces modèles étrangers. Pourquoi les coopératives n'ont-elles pas disparu dans ces pays ? Pour le savoir, rien de mieux que d'examiner leur histoire en se concentrant, cette fois-ci, sur le mouvement coopératif en Italie.

novembre 2018 // Guy Chandelon

## LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : UN ARSENAL LÉGISLATIF EFFICACE ?

---

Subies quotidiennement par celles et ceux qui en sont victimes. Dans la rue, en cherchant un logement, au travail... Souvent minimisées. Les discriminations sont pourtant une réalité à combattre. Pour cela, des législations anti-discriminations existent tant au niveau européen que fédéral ou régional. Mais sont-elles efficaces ?

décembre 2018 // Guy Chandelon

## LA DISCRIMINATION EST PARTOUT...

---

Subies quotidiennement par celles et ceux qui en sont victimes. Dans la rue, en cherchant un logement, au travail... Les discriminations sont partout et constituent une réalité à combattre au quotidien. Par ailleurs, quel impact peuvent avoir les discriminations dans un domaine par rapport à d'autres ?

novembre 2018 // Julien Dohet & Olivier Starquit

## RED OR DEAD. FOOTBALL ET LUTTE DES CLASSES

---

Dans les médias dominants, les ultras ont mauvaise presse, souvent confondus avec les hooligans et réduits aux aspects les plus spectaculaires et polémiques. Mais derrière la fumée des apparences faciles, une réalité plus complexe est présente. Pour Antonio Gramsci, le football était le royaume de la loyauté exercée en plein air. Puis le capitalisme est venu dénaturer cet esprit sportif. Et si cette définition correspondait plus aux ultras qui supportent leur équipe malgré ces mutations ?

novembre 2018 // Laurent D'Altoe

## CARNETS DE VOYAGE... RDC : IMPRESSIONS EN MARGE

---

Une analyse sous forme de carnets de voyage. Les impressions de Laurent D'Altoe, formateur au CEPAG, parti en république démocratique du Congo dans le cadre d'un projet d'éducation populaire. Des mots qui reflètent les images imprimées sur la rétine.

Sauf si elles sont une nouvelle fois reportées, les prochaines élections en RDC auront lieu le 23 décembre.

novembre 2018 // Nicolas Latteur

## TRAVAIL : DE L'ALIÉNATION À LA RÉSISTANCE

---

Lorsque des salariés sont confrontés à des pressions, des humiliations, de l'arbitraire et à une précarité constante dans leur emploi, le travail devient l'expérience d'un traumatisme social ordinaire. Les transformations racontées par de nombreux salariés décrivent une confrontation entre les valeurs défendues au travail (par exemple l'équité) et les situations rencontrées. Le sens de l'activité que l'on exerce et de la force morale et physique que l'on y engage sont en jeu.

Par conséquent, la dimension intégration et réalisation de soi est de plus en plus compromise. Le travail salarié est souvent réduit à une expérience très précaire de l'arbitraire.

décembre 2018 // Isabelle Michel

## DES ENJEUX DE LA NUMÉRISATION DANS LA FORMATION INITIALE EN ALTERNANCE

---

« *Je dirais même plus... Des enjeux de la formation initiale en alternance vu la numérisation.* »

La numérisation, la robotisation et les avancées en matière d'intelligence artificielle nous amènent à vivre un changement systémique et à traverser une transformation disruptive. Bref, un séisme à intensité variable, touchant chacun d'entre nous. Nous, c'est-à-dire, tant dans nos sphères privées que professionnelles. Nos manières de nous approprier ces nouvelles technologies, de nous y adapter, de les appliquer bousculent. La clé est dans le sujet : les nouvelles technologies sont en partie ce que nous en faisons.

Certes, nous n'avons pas le choix quant à la numérisation, mais nous pouvons — dans une certaine mesure — choisir quelle numérisation nous voulons. Et même plus, nous pouvons saisir le questionnement par rapport à la numérisation pour nous interroger sur les systèmes qu'elle conduira indéniablement à impacter.

Ces changements nous amènent donc à interroger les systèmes, les organisations, les dispositifs qui s'y frottent et les absorbent.

Une récente conférence sur les enjeux de la numérisation dans la formation en alternance invitait à effectuer ce double exercice. L'intense programme n'a pas permis d'interroger un élément pourtant central : la dimension pédagogique de la formation en alternance elle-même. Cette analyse entend humblement s'y atteler.

décembre 2018 // Olivier Bonfond

## LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PEUT-ELLE SE FAIRE AVEC LE CAPITALISME ? UNE FOIS OUI. DOUZE FOIS NON !

---

Tant les confusions et les idées préconçues sont puissantes et omniprésentes sur le capitalisme, et tant l'impact du capitalisme sur nos vies et nos sociétés est important, répondre à cette question nécessiterait bien plus qu'une page ou deux. L'exercice exige donc des « raccourcis ». Essayons d'être simple, sans tomber dans le simplisme.

décembre 2018 // Didier Brissa & Pierre Eyben

## VICTOIRES ET INSUFFISANCES DU « MODÈLE » PORTUGAIS

---

En novembre 2015, au Portugal, un accord de gouvernement inédit était signé entre le Parti socialiste portugais, le Bloc de gauche et la coalition entre le Parti communiste portugais et le Parti écologiste « Les Verts ».

Rejeté dans l'opposition contre toute attente alors qu'il était arrivé premier des élections législatives avec 37 %, le parti social-démocrate, de droite comme son nom ne l'indique pas, prédisait que cette alliance inédite ne tiendrait pas 6 mois.

Trois ans et 4 budgets plus tard, elle est toujours en place. Cet accord a permis au Parti socialiste de former un gouvernement tout en étant minoritaire à la chambre, avec l'appui de ses partenaires avec lesquels il a conclu des accords séparés portant sur la mise en œuvre d'une série de mesures sociales, économiques et fiscales.

Analyse de ce « modèle » portugais...

décembre 2018 // Aïcha Magha

## GILETS VERTS, GILETS ROUGES, GILETS JAUNES : FACETTES MULTIPLES D'UNE MÊME LUTTE

---

Quand la conflictualité sociale revêt différentes formes d'expression...



## L'INTÉGRATION DES DEMANDEURS D'ASILE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL : ÉTAT DE LA SITUATION 2017

---

Ces dernières années, l'importance de travailler à l'intégration des demandeurs d'asile et réfugiés sur le marché du travail a engendré la mise sur pied d'une multitude d'initiatives en tout genre. Le problème de ce type de démarches est que, dans la très grande majorité des cas, ces projets ne sont pas coordonnés entre eux et n'impliquent pas tous les acteurs compétents en la matière. Cela entraîne un manque d'efficacité et des pertes de temps incontestables.

Partant de ce constat, le projet Labour-Int s'est construit dans le respect d'une démarche multipartite qui est présente dans l'ensemble de ses étapes. Cela signifie que tout est organisé de façon à impliquer l'entièreté des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle des migrants, à savoir les syndicats (CES, DGB, FGTB...), les employeurs (BusinessEurope, UEAPME...), les chambres de commerce (Eurochambres), les services publics de l'emploi (CEEP...) ou encore différents organismes spécialisés dans l'insertion socioprofessionnelle (ASBL Le Monde des Possibles, CEDEFOP...). Des organisations internationales telles que l'OSCE ou l'OIT prennent également part à ce projet. Enfin, le CEPAG, mouvement d'éducation permanente disposant d'un service spécialisé en droit des étrangers, a trouvé important de s'impliquer et de coordonner une des actions-pilotes mises en œuvre.

L'objectif principal du projet est de promouvoir des programmes visant à l'insertion des migrants, et plus particulièrement des demandeurs d'asile et des réfugiés, sur le marché du travail du pays qui les accueille. L'action est notamment axée sur la promotion d'un parcours d'insertion socioprofessionnelle complet comprenant la reconnaissance des compétences et qualifications, le suivi de formations adaptées, la mise en relation entre employeurs et migrants ainsi que différentes mesures à prendre sur le lieu de travail. L'objectif est également de pouvoir dégager des solutions pouvant être transférées dans d'autres pays européens moyennant d'éventuelles adaptations au contexte local.

À cet égard, un groupe d'experts, coordonné par FIERI, s'est réuni à plusieurs reprises et un rapport a été rendu. Ce groupe a examiné différentes pratiques ayant impliqué plusieurs acteurs (approche multipartite) et abordant plusieurs étapes du processus d'insertion. Sur la base de cet examen, différentes recommandations ont été formulées.

Le projet comprend également la mise en œuvre de trois actions pilotes. Elles sont organisées en Italie, en Allemagne et en Belgique. Cette étude a été rédigée par le CEPAG dans le cadre de l'action-pilote belge.

## LE COMBAT SYNDICAL EST AUSSI FÉMINISTE !

---

*Déconstruire les stéréotypes de genre pour lutter contre les discriminations sexistes, homophobes et transphobes dans le monde du travail.*

Dans de nombreuses parties du monde, on assiste à diverses manifestations d'un retour en force du nationalisme, du racisme, et des violences de genre : construction de « murs anti-migrants », montée au pouvoir de l'extrême-droite en Italie et au Brésil, remise en question du droit à l'avortement, multiplication des féminicides, assassinats violents d'activistes LGBTQI+ etc.

Des mouvements réactionnaires, et de plus en plus ouvertement fascistes, gagnent du terrain à mesure que les politiques d'austérité et de régression sociale s'abattent sur les populations.

La peur de vivre (encore) moins bien demain, la perte de confiance des classes populaires à l'égard des partis et mouvements de gauche « traditionnels » et un large sentiment d'impuissance face à l'avenir favorisent la diffusion des discours basés sur une « naturalisation » des rapports humains et des positions sociales.

Chacun, chacune, serait déterminé-e, dans son essence même, dans ses gènes, à occuper telle ou telle position sociale, à agir de telle ou telle manière, à être dominé-e ou dominant-e.

Et il serait vain, voire dangereux, d'aller contre cette « Nature ».

Ainsi, les femmes devraient retourner au foyer pour y accomplir leur devoir naturel, la famille ne pourrait se concevoir qu'avec un père et une mère, l'homosexualité, les transidentités seraient des « anomalies », une déviance menaçant l'ordre social.

Avec l'affirmation forte d'un discours naturaliste, chacun-e se voit ainsi déterminé-e. et jugé-e. dans son identité profonde, dans son intimité, dans son rôle et ses relations sociales par ses organes génitaux. Et ce sont des logiques similaires qui soutiennent le racisme et la xénophobie en construisant l'idée que les groupes humains ne sont pas égaux entre eux, par nature (ou par culture, celle-ci étant présentée comme immuable, éternelle, sans histoire, donc quasi naturalisée). Les appels au retour à la « Pureté du Peuple », à son époque glorieuse, à ses traditions « ancestrales », alimentent les fantasmes de populations qui ont fait de « l'Autre » le bouc émissaire de leur frustration et de leur sentiment d'impuissance.

Si ces mouvements veulent nous ramener en arrière, les luttes sociales, féministes, antiracistes, reprennent elles aussi des forces partout dans le monde : le mouvement MeToo qui a permis de visibiliser et de briser le silence sur les violences sexuelles et leur impunité, les grèves massives du 8 mars (Journée Internationale des Femmes) suivies en Argentine ou en Espagne, l'organisation des populations « racisées » pour dénoncer les violences policières et le racisme d'État aux États-Unis (mouvement Black Lives Matter notamment), les manifestations massives des femmes américaines contre Trump, les organisations de solidarité et de défense des migrant-e-s qui se développent en Europe etc.

Ce nouvel essor ne vient pas seulement de la conscience du danger que représente la diffusion de ces idéologies réactionnaires mais aussi du chemin qu'il nous reste à parcourir pour vivre dans une société réellement égalitaire. Une société dans laquelle l'individu n'est pas réduit à son « employabilité », à sa couleur de peau, à ses organes génitaux, à son expression de genre, ou à sa sexualité. Parce que nous sommes tellement plus complexes, et plus riches que ces étiquettes qui nous collent à la peau et qui sont le prétexte de multiples violences sociales ! Ce combat est un enjeu, et un défi, pour notre mouvement syndical ; articuler ces luttes, les luttes sociales, féministes, antiracistes, ne peut que nous renforcer pour combattre ensemble les dominations et l'exploitation.

Mais revendiquer l'égalité n'est pas suffisant : il est d'abord nécessaire de travailler ce que nous avons dans nos têtes, nos propres représentations, nos propres stéréotypes et conditionnements. Nous avons des mythes à détruire non seulement à l'extérieur, mais également à l'intérieur de nous-mêmes. Nous n'avons pas grandi en dehors de la société et nous sommes donc tous empreints des stéréotypes et préjugés dominants. Souvent, nous n'avons pas conscience de ce que nous véhiculons à travers nos actes, nos interactions. Pour lutter réellement pour l'égalité, il faut donc pouvoir identifier et prendre distance par rapport à notre propre cadre de référence.

Mais ce n'est pas simple ! D'autant plus lorsqu'il s'agit des « rapports de genre », et de nos identités d'hommes ou de femmes. Nos comportements, nos rôles sociaux, nos attentes ont souvent été façonnés depuis notre naissance par le fait que nous soyons né-e-s avec tels ou tels organes génitaux. Ils sont donc intimement liés à la construction de notre identité depuis notre naissance, joués et rejoués en permanence au cours de notre vie au point qu'ils nous apparaissent évidents. Or, ces « rôles de genre », ces rapports exercent de fortes contraintes sur les individus, sur la manière dont on doit être, penser, agir, aimer, s'orienter dans la vie professionnelle ...

Pour nous aider à prendre distance par rapport à notre cadre de référence, nous ferons un tour par les théories féministes et de genre. Nous pensons qu'elles constituent un outil fondamental pour « dénaturiser » le genre, pour nous aider à rendre visible, étonnant, et souvent inacceptable, ce qui jusque-là pouvait nous apparaître naturel et banal.

L'objectif n'est pas de retracer l'histoire des différents courants féministes, ni d'étudier en détails les théories du genre, mais bien de dégager des grilles d'analyse nous permettant de poser un regard différent sur la situation des un-e-s et des autres, dans notre société en général, et dans le monde du travail en particulier.

# PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

## REGARDS Emission TV

Nos productions audiovisuelles sont visibles sur le site [cepag.be](http://cepag.be) et sur la chaîne Youtube « **CEPAG TV** ».

Les émissions Regards, produites par le CEPAG, sont diffusées sur la RTBF. Elles sont également disponibles en DVD au prix de 5 €.

Pour toute info :  
[daniel.wojtalik@cepag.be](mailto:daniel.wojtalik@cepag.be)  
02/506 83 96

janvier 2018

### 40 ANS DE SOLIDARITÉ : LES CELLULES DE RECONVERSION EN WALLONIE

Depuis la fin des années 70, des dizaines de milliers de travailleurs ont été licenciés en Belgique. Une hécatombe qui a décimé de très nombreux métiers, dans le textile, le verre, la sidérurgie, la chimie, la grande distribution... La Sabena, Renault, Clabecq, Volkswagen, ArcelorMittal, Delhaize, Carrefour, Duferco, ING, Nestlé, Carsid, Caterpillar... la liste est longue des entreprises qui ont procédé à des licenciements massifs.

Il y a 40 ans, à l'initiative des organisations syndicales et des pouvoirs publics, un dispositif original a été créé en Wallonie pour tenter de venir en aide à ces milliers de femmes et d'hommes balayés, jetés sur le carreau, bien souvent pour satisfaire l'appétit des actionnaires. Ce dispositif, unique en Belgique, et même unique en Europe, c'est celui des cellules de reconversion, mises en place en cas de licenciement collectif.

En novembre 2017, à l'Université du Travail de Charleroi, une exposition a permis au grand public de découvrir l'histoire des cellules de reconversion et d'en savoir un peu plus sur leur fonctionnement, leurs valeurs, et les femmes et les hommes qui les font vivre. C'est là qu'on vous emmène, au cœur de cette expo, au cœur des cellules de reconversion. Voici quelques échos de 40 ans de luttes et de solidarité.

mars 2018

### KARL MARX, LE RETOUR

Tremblez braves gens ! Karl Marx est de retour. 200 ans tout juste après sa naissance, le célèbre philosophe, historien, économiste, l'auteur mondialement connu du Capital, l'intellectuel révolutionnaire admiré par les uns et haï par les autres, Karl Marx, donc, revient parmi nous. Mais que ceux qui s'étranglent à la simple évocation de son nom se rassurent : il revient, certes, mais seulement pour quelques minutes, ressuscité par Howard Zinn, le célèbre historien américain, et par le Théâtre des Rues. Une fois n'est pas coutume, notre émission « Regards » vous emmène au spectacle : voici quelques morceaux choisis de « Karl Marx, le retour ». « *Je voulais montrer un Marx furieux, truculent et bien vivant, le sauver non seulement des pseudo-communistes mais aussi des essayistes et des politiciens qui s'extasiaient devant le triomphe du capitalisme. Je souhaite que cette pièce n'éclaire pas seulement Marx et son temps mais également notre époque et la place que nous y avons.* » Howard Zinn

juin 2018

## IL FAUT TUER TINA - TRAVAILLER AUJOURD'HUI : 2 LIVRES, 2 RENCONTRES

---

Deux livres.

Deux travailleurs du CEPAG.

Deux rencontres en studio, dans cette nouvelle émission Regards.

« Il faut tuer TINA - 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde »

Entretien avec Olivier Bonfond, économiste au CEPAG.

« Travailler aujourd'hui, ce que revele la parole des salariés »

Entretien avec Nicolas Latteur, sociologue et formateur au CEPAG.

décembre 2018

## LE PROCÈS DE LA SOLIDARITÉ LIVRES, 2 RENCONTRES

---

Les 7, 8 et 9 novembre derniers, à Bruxelles, plusieurs centaines de citoyens ont manifesté leur soutien aux 12 personnes poursuivies en justice pour avoir hébergé des « migrants » ou leur avoir prêté assistance. Ces personnes sont accusées de trafic d'êtres humains et de participation à une organisation criminelle. Le jugement de ce « procès de la solidarité » sera rendu ce mercredi 12 décembre à partir de 8h30 au Palais de Justice de Bruxelles.

La solidarité deviendra-t-elle un délit passible d'emprisonnement ? Venir en aide à des hommes et des femmes en détresse, en lieu et place d'un État qui rafle et réprime, sera-t-il désormais punissable ? Deviendra-t-on délinquant-e en puissance pour avoir contesté des politiques injustes, antisociales, discriminatoires ?

Voici quelques unes des questions que soulève ce procès... politique.

Reportage et décryptage au Palais de Justice de Bruxelles.

octobre 2018

## CÉDRIC HERROU : DEVOIR DE SOLIDARITÉ

---

« C'est aux citoyens d'agir quand il y a défaillance de l'État — ou, pire, quand on est face à un racisme d'État. Je continuerai à me battre. Ils n'ont qu'à me mettre directement en prison, ce sera plus simple ».

Cédric Herrou est paysan dans la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes), près de Vintimille, à la frontière entre la France et l'Italie. Depuis 2015, il a accueilli plus de 2.500 exilés chez lui, dans sa ferme.

Des hommes, des femmes et des enfants en détresse, fuyant la guerre, originaires du Soudan, d'Erythrée, du Darfour... Des « migrants » égarés sur les routes de montagne et à qui Cédric Herrou vient en aide, avec le soutien de nombreux citoyens de la vallée. Une toile de tente ou un toit pour dormir, de quoi se nourrir, se soigner. Répondre à l'urgence, d'abord. Et puis faire en sorte que ces personnes puissent exercer leur droit : demander l'asile.

Cela paraît simple, ça ne l'est pas. Les réfugiés sont traqués, refoulés en Italie, au mépris de ce droit élémentaire. Cédric Herrou est à plusieurs reprises arrêté, mis en garde à vue, puis poursuivi en justice. Assigné à résidence, il est condamné en août 2017 à quatre mois de prison avec sursis. On parle de « délit de solidarité ».

Nous sommes allés voir Cédric Herrou chez lui, à Breil-sur-Roya. Dans cette nouvelle émission « Regards », il raconte comment et pourquoi il a décidé d'agir. Politique, citoyenne, son action nous engage, nous appelle au devoir de solidarité.



Rue de Namur 47  
5000 Beez  
Tél. 081 26 51 56

[cepag@cepag.be](mailto:cepag@cepag.be)  
[www.cepag.be](http://www.cepag.be)

 [cepagasbl](#)